

**Convention collective départementale**

IDCC : 9161. – **ENTREPRISES AGRICOLES DE POLYCLTURE,  
ÉLEVAGE, VITICULTURE, HORTICULTURE ET PÉPINIÈRES  
(CHARENTE)  
(7 juin 1990)**

(Etendue par arrêté du 13 juin 1991,  
*Journal officiel* du 29 juin 1991)

■ *Journal officiel* du 16 décembre 2009

**Arrêté du 8 décembre 2009 portant extension d'un accord collectif  
sur un régime de prévoyance applicable aux salariés non cadres  
des exploitations agricoles de polyculture, élevage, viticulture,  
horticulture, pépinières, entreprises des territoires et coopé-  
ratives d'utilisation de matériel agricole de la Charente**

NOR : AGRS0929657A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'accord collectif du 2 juin 2009 sur un régime de prévoyance appli-  
cable aux salariés non cadres des exploitations agricoles de polyculture, éle-  
vage, viticulture, horticulture, pépinières, entreprises des territoires et coopé-  
ratives d'utilisation de matériel agricole de la Charente ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 22 octo-  
bre 2009 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et  
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la  
famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans son champ d'application, les dispositions de l'accord collectif  
du 2 juin 2009 sur un régime de prévoyance applicable aux salariés non

cadres des exploitations agricoles de polyculture, élevage, viticulture, horticulture, pépinières, entreprises des territoires et coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Charente.

Le paragraphe « Garantie décès » de l'article 5 « Garanties » est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 1132-1 du code du travail qui interdit toute discrimination, notamment en raison de la situation de famille, et de l'article L. 361-4 du code de la sécurité sociale qui prévoit, en matière de capital décès, les mêmes droits pour le partenaire lié par un pacte civil de solidarité que pour le conjoint.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur adjoint,*

P. AUZARY

*Nota.* – Le texte de cet accord a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/37, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.